

Alliot-Marie: « À la tête du parti, Sarkozy est en passe de remplir le contrat »

LE FIGARO. - Êtes-vous favorable à une répartition de l'accueil des demandeurs d'asile par pays ?

Michèle ALLIOT-MARIE. - Jean-Claude Juncker voudrait répartir la charge de l'afflux de migrants entre les pays européens. C'est une réponse d'urgence et à court terme à un problème plus général. Aujourd'hui, seuls six pays sur vingt-huit interviennent concrètement. Certains font des efforts considérables en matière d'accueil des migrants. D'autres consacrent aussi des moyens importants à traiter les causes de cette vague migratoire due à la pauvreté mais aussi aux guerres et à l'insécurité. La France est en première ligne sur ces deux fronts. Nous assurons seuls, au nom de l'ensemble de l'Europe, la sécurisation de certaines zones, comme au Mali ou en Centrafrique par exemple. Si la charge de l'accueil des réfugiés doit être partagée entre les pays européens, les efforts faits à travers notre Défense nationale doivent être pris en compte. Il faut être généreux dans la solidarité mais juste dans l'effort.

Quelles autres solutions attendez-vous ? Tous les pays doivent se sentir concernés par la lutte contre les causes des migrations autant que par l'accueil des réfugiés. Ils doivent être solidaires des opérations extérieures, en mobilisant des moyens humains et matériels ou en contribuant financièrement à un budget européen de Défense. Ensuite, stop aux promesses non tenues sur les politiques



« Les Français attendent de nous une écoute vraie et des solutions », assure Michèle Alliot-Marie. F. BOUCHON/LE FIGARO

de développement, stop aux annonces médiatiques sans que les moyens suivent. Dans les pays d'émigration, il faut des campagnes d'information pour mettre en garde et lutter contre les réseaux de passeurs. En Europe même, pour garantir durablement une répartition équitable des migrants, il faut harmoniser les normes d'accueil. Cela évi-

tera que certains pays soient plus attractifs que d'autres.

Quel bilan tirez-vous des six mois de Nicolas Sarkozy à la tête de l'UMP ?

Je considérerais que Nicolas était le meilleur pour diriger le parti et redonner confiance aux militants. Je l'ai donc soutenu activement et je n'en suis pas déçu. Six mois plus tard, nous sommes sur la bonne voie. Tout le monde se retrouve autour de la table pour discuter et la situation financière de l'UMP s'améliore. Le contrat est en passe d'être rempli. Il reste, certes, des tensions venant des ambitions personnelles affichées par certains. Je regrette qu'ils dépensent tant d'énergie dans l'autocélébration et dans leur plan de carrière.

Cette bataille des ego est appelée à durer au moins jusqu'à la primaire...

Alors que la France subit l'échec de la politique de François Hollande, les Français attendent de nous une écoute vraie et des solutions. Ils se moquent de savoir deux ans à l'avance qui portera les couleurs et le projet de la droite républicaine et du centre à la présidentielle... Je trouve indécent cet étalage d'ambitions alors que les Français désespèrent !

Vous allez devenir Les Républicains dans dix jours. La page de l'UMP devait-elle être tournée ?

Les statuts de l'UMP, dont je n'approuvai pas la création, ne sont ni efficaces ni respectés. Ils nient à chacune de ses composantes sa personnalité. Résultat ? Des propositions à l'eau tiède ! Aujourd'hui nous essayons de trouver plus d'efficacité et de démocratie interne. L'ancienne présidente du RPR ne peut que s'en réjouir. J'ai depuis toujours à cœur de faire vivre l'esprit gaulliste ; je continuerai au sein des Républicains. Il est essentiel que nous assumions pleinement notre message et nos idées. J'y veillerai !

Des idées que vous défendrez lors de la primaire de 2016 ?

Les idées gaullistes seront entendues et défendues dans le projet. Elles répondent aux attentes des Français et aux enjeux mondiaux ! Les questions de personnes viendront après. Mes priorités aujourd'hui sont la refondation du parti et les élections régionales. Pour le reste, je ferai part de ma décision début 2016, après les régionales. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR J.-B. G.

Gaymard ne s'alarme pas d'un faux plat dans la campagne de Juppé

CÉCILE SAUZAY @CecileSauzay

« C'EST à la fin de la foire que l'on compte les bouses. » Invité mardi sur le plateau du « Talk Le Figaro », le député UMP de Savoie Hervé Gaymard ne s'alarme pas de l'éventuel « faux plat » que traverserait son champion Alain Juppé dans la course à la primaire de 2016. « Il y a encore dix-huit mois avant la primaire, deux ans avant l'élection présidentielle. Nous sommes dans une course de fond », souligne-t-il. L'ancien ministre de l'Agriculture de Jean-Pierre Raffarin file la métaphore agricole : « Alain Juppé fait son boulot, il laboure le terrain (...) Il poursuit son travail de fond dans la France des profondeurs. »

Refusant pour l'heure de dévoiler le contenu du programme d'Alain Juppé, le député chargé de coordonner le projet du maire de Bordeaux évoque quatre livres à paraître d'ici à l'automne 2016 et qui détailleront les propositions de l'ancien premier ministre : « un sur l'éducation, fin août début septembre, un sur les sujets régaliens - immigration, sécurité, droit d'asile -, un sur l'entreprise et la création de richesses et enfin un dernier livre qui rassemblera toutes ces propositions ». Mais il indique que les thèmes qui y seront abordés « n'épuisent pas le projet d'un candidat à l'élection présidentielle », et que le reste du pro-

gramme sera révélé « chemin faisant ». « Le moment venu, c'est-à-dire périodiquement dans l'année, il égrènera ses mesures et ses propositions pour la France », précise-t-il.

Hervé Gaymard se résout seulement à donner l'esprit général des propositions que formulera Alain Juppé, citant Pompidou et de Gaulle dont les idées économiques pourraient inspirer certaines réformes simplificatrices, contre « un carcan de normes de toute nature ».

« Il y a encore dix-huit mois avant la primaire. Nous sommes dans une course de fond »

Estimant à propos de l'organisation de la primaire de 2016 qu'elle « donne satisfaction à tout le monde », le député considère qu'« il faut porter au crédit de Nicolas Sarkozy d'avoir évolué depuis l'année dernière ». Gaymard rappelle au passage que l'élection lors de laquelle s'affronteront les prétendants au titre de candidat unique de la droite pour 2017 « sera ouverte à tout le monde (...) moyennant deux euros et la signature d'une Charte des valeurs de la droite et du centre ». Avant de lancer un appel solennel aux internautes : « Vous pourrez, vous devrez aller voter en novembre 2016 ! » ■

LE TALK

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO

LE FIGARO



HERVÉ GAYMARD, mardi, dans le studio du Figaro. J.-C. MARMARA/LE FIGARO